



**PRÉFET  
DE LA VENDÉE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des relations avec  
les collectivités territoriales  
et des affaires juridiques**

**Arrêté n°21-DRCTAJ/1-364**

**complétant les prescriptions de la société FERME EOLIENNE DE BENET II à exploiter  
un parc éolien sur le territoire de la commune de BENET  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Le préfet de la Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

**VU** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

**VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**VU** l'arrêté n°15-DRCTAJ/1-62 autorisant la société FERME EOLIENNE BENET 2 à exploiter des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur la commune de Benet ;

**VU** le protocole 2018 de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres ;

**VU** la doctrine régionale Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » ;

**VU** le suivi environnemental réalisé par ENCIS Environnement à la demande de l'exploitant et qui s'est déroulé de juillet 2019 à juillet 2020 ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 mai 2021 ;

**VU** les observations de l'exploitant, sur le projet d'arrêté, par courriels des 27 mai, 3 juin, 7 juin et 8 juin 2021 ;

**Considérant** que le suivi environnemental s'est déroulé sur une période de 52 semaines, avec une pression d'inventaire de 52 prospections réalisées ;

**Considérant** que ce suivi environnemental a permis de détecter en mortalité brute 16 cadavres d'oiseaux sur l'année dont 5 de Martinet Noirs sur les mois de juin et juillet ;

**Considérant** que ce suivi environnemental a permis de détecter en mortalité brute 16 cadavres d'oiseaux sur l'année dont 8 cadavres sous l'éolienne E03 et 4 sous l'éolienne E05 ;

**Considérant** que ce suivi environnemental a permis de détecter en mortalité brute 3 cadavres de chauves-souris de deux espèces différentes (pipistrelle de Nathusius et Noctule commune) et que ces espèces sont protégées au niveau national ;

**Considérant** que ces mortalités ont été observées sous les éoliennes E02, E04 et E06 ;

**Considérant** que la mortalité brute observée correspond à une mortalité corrigée de l'avifaune comprise entre 34,84 et 50,08 selon les méthodes utilisées sur le parc de 5 éoliennes;

**Considérant** que la mortalité brute observée correspond à une mortalité corrigée des chiroptères comprise entre 7,36 et 10,60 selon les méthodes utilisées sur le parc de 5 éoliennes ;

**Considérant** que suite à ce suivi environnemental, l'exploitant a modifié le plan de bridage en place sur son parc éolien et défini dans son arrêté préfectoral en prenant en compte les conclusions de ce suivi ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

## **Arrête**

### **Article 1. Domaine d'application**

La société FERME EOLIENNE DE BENET 2, dont le siège social se situe 1 rue des Arquebusiers, 67 000 Strasbourg, est tenue pour la poursuite de l'exploitation des 5 éoliennes situées sur le territoire de la commune de Benet de respecter les dispositions des articles suivants.

### **Article 2. Mise en place du plan de régulation des éoliennes**

L'exploitant met en œuvre le plan de bridage suivant :

Éolienne	Mois	Heure	Condition de température	Condition de vent	Condition de pluie
E02 E04 E06	du 1 <sup>er</sup> avril au 15 mai et du 1 <sup>er</sup> août au 30 septembre	2h après le lever du soleil et 2h après le coucher du soleil	> 9 °C	<6 m/s	Pas de pluie
E03 E05	du 1 <sup>er</sup> avril au 15 mai et du 1 <sup>er</sup> août au 30 septembre	2h après le lever du soleil et 2h après le coucher du soleil	> 9 °C	<6 m/s	Pas de pluie
	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31 août	2h avant le lever du soleil et 2h après le coucher du soleil	Toutes conditions de pluie, température et vent		

### **Article 3. Suivi environnemental permettant de valider l'efficacité du plan de régulation**

L'exploitant réalise un nouveau suivi complet de la mortalité de son parc éolien sur l'avifaune et les chiroptères l'année de mise en place du bridage mentionné en article 2 du présent arrêté

conformément à l'article 3.1 et réalise également un suivi en hauteur des chiroptères conformément à l'article 3.2.

Ce suivi est réalisé conformément au protocole national en vigueur et conformément à la doctrine régionale des Pays de la Loire, intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » pour les suivis non encore initiés à la notification du présent arrêté.

Les résultats de ces suivis sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et accompagnés des commentaires et des propositions dûment motivées de la part de l'exploitant, notamment en cas de nécessité de modifier le plan de bridage.

### **Article 3.1. Suivi de la mortalité des oiseaux et des chiroptères**

L'exploitant réalise les suivis environnementaux en application de l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié et de la doctrine régionale Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » pour les suivis non encore initiés à la notification du présent arrêté.

Les résultats de ces suivis sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées et accompagnés des commentaires et des propositions dûment motivées de la part de l'exploitant, notamment en cas de nécessité de modifier le plan de bridage.

L'exploitant met en place un suivi mortalité de l'avifaune et des chiroptères sur l'ensemble de son parc conformément au protocole en vigueur et à la doctrine régionale Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » en respectant les fréquences minimales suivantes :

Semaine n°		1 à 11	12 à 19	20 à 30	31 à 43	44 à 52
Suivi de mortalité minimal	Cadre national	Si enjeux avifaunistiques ou risque d'impact sur les chiroptères		Dans tous les cas		Si enjeux avifaunistiques ou risque d'impact sur les chiroptères
	Précisions régionales	Idem cadre national	Si pas de suivi en hauteur dans l'étude d'impact et/ou zone à risque, alors ≥1 passage par semaine	≥1 passage par semaine		Idem cadre national

Dans le cas où les enjeux avifaunistiques ou sur les chiroptères ne justifient pas un suivi sur les semaines 1 à 11 et 44 à 52, l'exploitant le justifie dans le rapport de suivi environnemental.

À l'issue du suivi réalisé :

- si le suivi mis en œuvre conclut à l'absence d'impact significatif sur les chiroptères ou sur les oiseaux alors le plan de régulation n'est pas modifié et le prochain suivi est effectué dans les 10 ans, conformément à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées et à la doctrine régionale Pays de la Loire intitulée : « Prescriptions pour la prise en compte des chiroptères et de l'avifaune dans l'installation et l'exploitation des parcs éoliens en Pays de la Loire » ,

- si le suivi met en évidence un impact significatif sur les chiroptères ou sur les oiseaux alors les mesures correctives de réduction doivent être adaptées et un nouveau suivi doit être réalisé l'année suivante pour s'assurer de leur efficacité.

### **Article 3.2. Suivi en hauteur des chiroptères**

Un suivi d'activité en hauteur des chiroptères est réalisé en parallèle du suivi de mortalité par des enregistrements automatiques au niveau d'une nacelle d'éolienne du parc ou sur un mât de mesure. Ce suivi en continu est à réaliser sur un cycle biologique complet tel qu'indiqué dans le tableau ci-dessous corrélé avec les données météorologiques correspondantes (vitesse de vent, température, précipitations) au niveau de la nacelle.

Semaine n°		1 à 11	12 à 19	20 à 30	31 à 43	44 à 52
Suivi d'activité en hauteur des chiroptères	Cadre national	Si enjeux sur les chiroptères		Si pas de suivi en hauteur dans l'étude d'impact	Dans tous les cas	Si enjeux sur les chiroptères
	Précisions régionales	Si enjeux sur les chiroptères	Si pas de suivi en hauteur dans l'étude d'impact		Dans tous les cas	Si enjeux sur les chiroptères

Dans le cas où les enjeux sur les chiroptères ne justifient pas un suivi sur les semaines 1 à 11 et 44 à 52, l'exploitant le justifie dans le rapport de suivi environnemental.

### **Article 3.3. Documents à disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier initial ;
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

### **Article 4. Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour Administrative d'Appel de Nantes.

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement ;
- la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse <https://www.telecours.fr>

#### **Article 5 : Publicité et diffusion de l'arrêté**

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Benet pour pouvoir y être consultée.

Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Benet pendant une durée minimale d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vendée pendant une durée minimale de 4 mois.

#### **Article 6 : Exécution**

La Secrétaire générale de la préfecture de Vendée et la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'application du présent arrêté, dont une copie sera adressée à l'inspection des installations classées.

Fait à la Roche-sur-Yon, le **14 JUIN 2021**

Le préfet

Pour le Préfet,  
la secrétaire générale de la Préfecture  
de la Vendée

**Anne TAGAND**

Arrêté n°21-DRCTAJ/1-364 complétant les prescriptions de la société FERME EOLIENNE DE BENET II à exploiter un parc éolien sur le territoire de la commune de BENET - Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

